

<http://lipietz.net/Recherche-mondialisation-l-echappee-europeenne>

A paraître dans L'ENA hors les murs

Recherche & mondialisation : l'échappée européenne ?

- Vie publique - Articles et débats -



Publication date: 2004

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Le débat français de l'hiver 2003-2004 a été largement animé par le tocsin des responsables de la recherche publique. On peut dire que la moitié du désaveu subi par le gouvernement Raffarin lors des élections régionales est due à cette image de "guerre à l'intelligence" (selon le mot d'une pétition initiée par *Les Inrockuptibles*) dont le gouvernement s'est affublé, le conflit s'inscrivant lui-même dans la séquence "printemps des enseignants - été des intermittents du spectacle".

Quant à l'autre moitié de ce désaveu, c'est bien sûr à la remontée du chômage qu'on la doit, et surtout à plusieurs affaires retentissantes de fermeture d'établissements industriels pour cause de délocalisation. Le gouvernement Raffarin n'aurait pas su répondre à la "mondialisation".

Ancien chercheur en économie régionale et internationale [1], j'ai l'intuition profonde qu'il s'agit des deux faces d'une même pièce. Cette intuition m'a frappé au cours des visites sur le terrain que j'ai multipliées cet hiver en soutien aux candidats Verts à travers la France. Plus précisément, le jour où, à Rennes, j'ai visité les grévistes de l'établissement S.T.M. (spécialiste de la gravure de puces électroniques). Leurs ateliers ne déménageaient pas pour quelque pays à bas salaires du Maghreb ou de l'Asie du Sud, mais pour Grenoble et pour Singapour : deux pôles de haute technologie. La veille, j'avais visité Alençon, où une usine déménageait... pour l'Allemagne !

Ces deux exemples ne contredisent pas dix autres cas plus classiques de délocalisation vers des zones à bas salaires. Mais il est essentiel de comprendre la nouvelle crise industrielle que traverse la France. En un mot : elle n'est pas "trop chère", mais plus exactement "ou trop chère, ou pas assez qualifiée". Bien sûr, tout est relatif. Mais les choses vont très vite : en 2000, l'usine S.T.M. était à la pointe de la technique...

Et c'est ici que le manque d'élan du gouvernement Raffarin pour le financement public de la recherche s'articule à la mondialisation... Certes, en France on fait de la recherche, tant publique que privée. Une grande chaîne de télévision a montré avec satisfaction des chercheurs d'une grande firme de cosmétiques contents de leur sort. Que les multinationales françaises soient encore capables d'investir dans la recherche appliquée, quand la préservation d'un marché "de niche" est en jeu, c'est la moindre des choses. Le problème, c'est que les firmes françaises font très peu de recherche fondamentale "en amont" des futures niches à conquérir, et que l'État se retire de la responsabilité qu'il avait assumée en la matière au milieu du siècle précédent, avec la création du CNRS, le Programme du Conseil National de la Résistance, la croisade des Monnet et des Joliot-Curie...

On prête au ministre de l'économie sortant, Francis Mer, ce mot terrible : "*La recherche fondamentale, il faut aller la trouver où elle est : aux États-unis.*" S'il est apocryphe, il résume bien un état d'esprit. Un pays qui renonce à être compétitif par sa haute technologie se résigne à ne plus l'être que par les bas salaires, la régression de la couverture sociale, la précarisation des travailleurs. Mais, sur cette voie de la "flexibilité défensive", il y aura toujours des concurrents plus bas que soi : à la périphérie de l'Europe, dans le tiers-monde...

J'ai dit "un pays"... mais dans la guerre des places au sein de la nouvelle division internationale du travail, entre les sites à haut niveau de salaire, de qualification et de recherche, et les sites à bas salaire, faible capital humain, et techniques banalisées, les frontières nationales n'ont plus grand sens. Pour ce qui est de la qualification des personnels et des réseaux productifs, c'est la région "sub-nationale" qui compte. Pour ce qui est de la mobilisation des moyens pour la recherche fondamentale et la conquête des industries d'avenir, ce sont déjà des continents qui s'affrontent. La France doit à coup sûr relancer massivement l'investissement public dans la recherche. Mais elle ne peut le faire utilement qu'en se coordonnant avec ses partenaires de l'Union Européenne.

Celle-ci est du reste consciente de l'enjeu. Dès le Sommet de Lisbonne (mars 2000), elle s'est assigné l'objectif de devenir "l'économie la plus compétitive du monde"... grâce précisément à une haute qualification et aux nouvelles technologies. Un an plus tard le sommet de Göteborg complétait cette ambition en orientant ces nouvelles technologies par l'objectif de "soutenabilité" environnementale. Hélas, au Sommet de printemps de 2004, il faut se rendre à l'évidence : l'objectif de Lisbonne ne sera pas tenu. La France n'est pas la seule à avoir pris du retard dans cette nouvelle "course" économique. Cela ne l'excuse pas (le niveau de la recherche en Europe n'est que la somme, plus ou moins coordonnée, des efforts de chaque pays), mais cela porte à réfléchir sur les raisons du retard européen - un véritable "décrochage".

Une équipe d'universitaires, rassemblée par le Président Romano Prodi, s'est attelée à l'analyse de ce décrochage et aux moyens de relever le gant. Ce "Rapport Sapir" [\[2\]](#) n'est pas sans défaut, le moins grave n'étant pas l'oubli des objectifs de Göteborg. Oubli d'autant plus surprenant que l'Europe dispose, en matière de techniques "propres", d'une véritable avance, et qu'il est de plus en plus évident que le contournement des contraintes écologiques sera le principal défi posé à l'humanité au cours du XXI^e siècle. Mais le rapport a un immense mérite : son diagnostic du retard européen.

Principale leçon : ce retard est d'abord l'épuisement d'un rattrapage. De 1945 à 1990, l'Europe "rattrapait" une frontière technologique et scientifique explorée par les États-Unis d'Amérique, elle importait les fruits d'une recherche fondamentale faite ailleurs (selon la formule prêtée à Francis Mer). Depuis 1990, les États-Unis explorent de nouvelles voies, et l'Europe laisse la recherche américaine refaire son avantage, faute justement des recherches plutôt fondamentales qu'appliquées.

On ne s'étonnera pas que les auteurs recommandent d'abord une meilleure coordination et mise en commun des efforts de recherche des pays de l'Union, puis se lancent dans la quête de fonds supplémentaires. Malheureusement - comme ils nous l'ont avoué - cette quête était contrainte par l'option de ne pas accroître le budget communautaire et de ne pas toucher aux politiques macroéconomiques de l'Union.

Ne pas toucher à ces politiques, c'est-à-dire aux politiques peu accommodantes de la Banque Centrale et au carcan du "pacte de stabilité", c'était déjà condamner les budgets nationaux de la recherche à ne pas augmenter. Par contraste, la politique très "keynésienne" de la Banque Fédérale et du Trésor américains n'a pas eu, depuis dix ans, que des effets de court terme : l'argent est toujours resté bon marché, disponible pour les investissements d'avenir. Les États-Unis en recueillent aujourd'hui le fruit, après quelques impatiences : le chemin est long des laboratoires au tissu industriel.

Plus grave encore est le pari de ne pas toucher au budget de l'Union, plafonné à 1,25% du produit brut, et même à 1% par les grands argentiers des "contributeurs nets". Dès lors, pas d'autre solution, selon le rapport, que de tailler dans les dépenses actuelles : re-nationaliser les politiques agricoles (impensable à l'heure où les subventions agricoles occupent l'essentiel des débats à l'OMC) et tailler dans la solidarité interrégionale (impensable à l'heure de l'élargissement de l'Union vers des pays bien plus pauvres).

On voit ici se nouer tous les blocages de l'Europe : son manque de fédéralisme (les égoïsmes nationaux, les marchandages sur la récupération immédiate de l'argent mis au pot commun), l'usure de sa politique agricole (ses subventions encourageant la production d'excédents en vrac plutôt que la haute qualité), son impréparation (institutionnelle et budgétaire) face à l'élargissement, et finalement son manque d'ambitions communes. Car à quoi sert-il de "faire Europe", si ce n'est pour se doter d'un capital commun qui assurera à tous ses citoyens un niveau de bien-être supérieur à ce qu'ils pourraient sauvegarder, de plus en plus difficilement, pays par pays ?

La recherche est au coeur de cette guerre économique qu'impose la mondialisation. L'Europe est certainement la voie de l'échappée belle. Pas l'Europe telle qu'elle est. Mais une Europe de l'innovation et de la qualité (qualité de vie

Recherche & mondialisation : l'échappée européenne ?

et qualité de la production, qualité de l'insertion de la société dans son écosystème). Tel est l'enjeu caché du grand chambardement européen de 2004 - élargissement, nouvelle constitution, nouveau parlement.

[1] On trouvera dans les rubriques [Économie internationale](#) et [Économie régionale](#), les références à ces travaux, bien souvent en ligne.

[2] *An Agenda for a Growing Europe. Making the EU Economic System Deliver*, juillet 2003, [téléchargeable](#) sur le site du Parlement européen (pdf, 1,6Mo).